

Un ministre de l'Enseignement supérieur passé par TotalEnergies, preuve de son influence «dans tous les champs de la société»

Marie Piquemal

Alors que Philippe Baptiste vient d'être nommé ministre délégué de l'Enseignement supérieur, Edina Ifticene, chargée de campagne énergies fossiles à Greenpeace France, revient sur les stratégies d'influence de la multinationale au sein des universités et grandes écoles.

Parmi les petits nouveaux de la promo Bayrou : [Philippe Baptiste](#) , ministre délégué à l'Enseignement supérieur et la Recherche. Président du Centre national d'études spatiales (Cnes), cet ingénieur de l'école des mines, 52 ans, connaît déjà la rue Descartes - il fut directeur de cabinet de l'ancienne ministre Frédérique Vidal, au moment de la réforme Parcoursup puis conseiller éducation à Matignon. Il connaît aussi très bien, entre autres, les bureaux de la multinationale TotalEnergies, dont il fut un temps directeur scientifique. Autrice d' [une enquête sur l'influence de la multinationale dans l'enseignement supérieur fin 2022](#) , Edina Ifticene, chargée de campagne énergies fossiles à Greenpeace France, apporte un éclairage intéressant sur cette nomination.

Un ministre, passé par le secteur privé et des multinationales, n'est-ce pas, somme toute, devenu assez classique ?

Si, et c'est bien cela le problème. Cela ne surprend plus personne, on s'habitue à ces situations qui pourtant questionnent. Quelle est l'incidence de ces allers-retours de dirigeants entre public et privé ? Comment s'assurer que ces liens interpersonnels noués dans le travail, ne vont pas interférer dans la prise de décision une fois en responsabilité et au détriment de l'intérêt public ? Ce sont de vraies questions. Il faudrait des garde-fous, des contrôles poussés, mais nous en sommes loin. Il n'y a même pas un début de débat sur ces sujets.

Il existe quand même la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)...

Cette instance se prononce au moment des nominations mais n'est clairement pas outillée pour mener ce travail de fond, très compliqué à mettre en place. Comment peut-on vérifier l'influence ? C'est complexe. Et puis, quand c'est le ministre lui-même qui fait des allers-retours entre public et privé, cela « délégitimise » presque l'idée de garde-fous...

La question se pose d'autant plus que TotalEnergies est très présent dans l'enseignement supérieur...

Oui. TotalEnergies investit énormément dans tous les champs de la société, et en particulier dans l'enseignement supérieur. La multinationale est aujourd'hui omniprésente dans les universités, les grandes écoles et les laboratoires de recherche. Cela ne fait que se renforcer : plus les financements publics baissent, plus le poids des financements privés augmente dans

les budgets. Il faut bien comprendre que contrairement à sa communication, TotalEnergies n'investit pas par charité ou pure philanthropie. Mais avec un but bien précis : maintenir ses activités dans les énergies fossiles et ses niveau de revenus pour satisfaire les actionnaires.

Comment cela se traduit-il ?

L'influence revêt des formes très différentes, montrant à quel point c'est une stratégie pensée en amont. Cela passe par exemple par le financement de certains programmes de recherche plutôt que d'autres. Quand TotalEnergies accorde des bourses pour des projets d'étude sur la captation de CO₂, que se passe-t-il ? Derrière, les scientifiques interrogés sur des solutions possibles à la transition énergétique pour répondre à la crise climatique auront tous en tête ces résultats d'études sur la captation de CO₂, plus documentés de fait que d'autres solutions. L'influence est insidieuse mais bien réelle.

Quelles sont les autres formes d'influence ?

Au-delà de l'argent, l'influence se fait à travers les personnes. [Des salariés de TotalEnergies sont par exemple mis à disposition](#) de l'université de Toulouse pour donner des cours aux étudiants. D'autres occupent des postes clés dans les instances des établissements publics. Je pense par exemple à la présence de Patrick Pouyanné, le PDG de TotalEnergies, au conseil d'administration de [Polytechnique](#). L'influence se gagne aussi en sympathisant avec les étudiants, avec des parrainages pour créer des liens avec les élites de demain et véhiculer une bonne image. Enfin, elle se joue à travers ces postes tournants comme on les appelle, les va-et-vient entre le public et le privé des hauts fonctionnaires. Ce nouveau ministre est un cas parmi beaucoup d'autres. Lors de notre enquête en 2022, et [la série documentaire «Grandes écoles : l'antichambre de Total»](#), nous avons découvert que plusieurs agents du ministère des Affaires étrangères étaient en disponibilité pour travailler plusieurs années chez TotalEnergies avant de revenir... Nous avons interpellé le ministre de l'époque, qui ne voyait pas le problème.

Comment résumer l'enquête que vous avez menée ?

L'idée, c'était de démontrer ces stratégies d'influence de TotalEnergies, qui sapent tout le discours politique martelant que nous allons sortir de l'industrie fossile. Tant que le groupe maintiendra son ultraprésence dans l'enseignement et les autres champs de la société, il sera impossible de sortir des énergies fossiles. Lors de nos recherches en 2022, 55 % des universités et laboratoires de recherche publics entretenaient des liens, plus ou moins étroits, avec TotalEnergies. Dans sa communication, le groupe se positionne comme porteur de solution. Mais en réalité, ce sont certaines solutions, celles qui vont lui permettre de poursuivre son business. Les autres géants de l'industrie fossile adoptent les mêmes stratégies dans les universités américaines. Exactement comme a pu le faire l'industrie du tabac.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)